

LE POING

Le journal qui ne prend pas de gants

Apériodique libertaire d'Amiens et d'ailleurs

N°19 - mars 2019 - Prix libre

EDITO

De nombreux.euses lecteur.rice.s ont commencé à s'étioler car ils n'avaient plus un seul Poing à se mettre sous l'œil (et pas dedans) depuis début novembre, depuis qu'un mouvement social, symbolisé par un accessoire de sécurité routière désormais célèbre, s'est installé durablement dans le paysage sous des formes inhabituelles et en dehors des centrales syndicales ou des organisations politiques traditionnelles. Dans un premier temps, la colère a fleuri contre la hausse du prix de l'essence qui, dans le cadre des politiques d'étalement urbain et donc du tout voiture (pour turbiner, consommer ou se divertir), ne peut qu'accentuer l'asphyxie économique des masses laborieuses. Puis les revendications ont migré vers d'autres champs, plus ou moins classiques, tels que l'« égalité » fiscale, avec la demande du retour de l'ISF, ou la remise sur le tapis du très chouardien RIC. Ce numéro de Le Poing ne pouvait pas faire abstraction de ce climat. Y ont germé quelques réflexions que nous espérons critiques sur des discours ou des pratiques de ce mouvement, qu'ils puissent sembler complètement novateurs ou dans certaines mesures déjà familiers.

Avec un peu de chance, le printemps arrivera plus tôt cette année, n'en déplaie à la bourgeoisie !

LRDLPLJQNPPDG

LE POING a 5 ans !
Venez fêter son anniversaire lors de la soirée conférence du 26 avril 2019.

QUELLES RÈGLES POUR LES RADICAUX ?

Plongée critique dans « Rules for Radicals » de Saul Alinsky

Passer en revue la « méthode Alinsky » pour reprendre l'expression sous laquelle les idées d'Alinsky sont transposées dans le travail social et le militantisme en France peut se décliner sur plusieurs axes.

L'objet de notre brochure* *Quelles règles pour les radicaux ?* sera donc prioritairement une analyse de *Rules for Radicals : A Pragmatic Primer for Realistic Radicals* traduit dans sa première version française en *Manuel de l'animateur social*. Reprenant un titre et un sous-titre étant plus fidèles à la version originale, il a également été édité récemment sous le titre *Être radical : Manuel pragmatique pour radicaux réalistes*.

Parfois présenté comme « a god hating anarchist » par certaines fanges de la droite aux États-Unis et blâmé pour son influence réelle ou supposée sur le parti Démocrate et l'État Fédéral ; en France, il est très largement promu par l'Institut Alinsky, l'Alliance Citoyenne, le mouvement Les Désobéissants, dont on retrouve une forme de déclinaison locale avec la Boîte Sans Projet et également dans le champ partisan par François Ruffin et La France Insoumise. Globalement, le champ du travail social et la gauche associative et citoyenne ont été pénétrés par ces idées. Cette promotion passe par la réédition de *Rules for Radicals* et des formations à la « méthode Alinsky ». Ces promoteur.rice.s, notamment les membres de l'Institut Alinsky, ou Les Désobéissants deviennent comme les premier.ère.s organisateur.rice.s de l'Industrial Area Foundation, des permanent.e.s de la

radicalité, rémunéré.e.s notamment pour les formations au militantisme qu'il.elle.s réalisent. Le démarchage de la clientèle de ces formations se fait tout simplement par le multipositionnement dans les réseaux militants et dans les collectifs de luttes naissant où sont d'abord proposées des formations pratiques gratuites comme produit d'appel avant la proposition de formations payantes avec tarifs préférentiels pour les personnes en difficultés. Certaines de ses organisations vivent également de formations dispensées pour les membres d'associations, les salariés d'entreprises ou de collectivités territoriales.

En définitive pour qui milite suffisamment longtemps dans la gauche et l'outre-gauche contemporaine, il est difficile de ne pas croiser un promoteur de la méthode Alinsky et c'est d'ailleurs ce qui motive notre texte.

On notera que ces idées sont introduites en France sous couvert de l'expression de « méthode » et sous la forme d'une liste d'étapes à respecter, sans doute pour rassurer sur la supposée rationalité et efficacité des techniques présentées auprès des particulier.ère.s et des associations. Si *Rules for Radicals* y est mentionné, à aucun moment son contenu n'est réellement discuté, et cela est l'objet de notre brochure. Puisque parler des « théories d'Alinsky » ou de « l'idéologie d'Alinsky » serait sans doute trop ouvrir la porte à une critique sur le fond de cet outillage. Cela est cohérent, Alinsky lui-même se mettant dans une posture anti-idéologique, du réalisme, du pragmatisme. Une rhétorique tellement usée par la droite (française et in-



Illustration par Alcibiade

ternationale) qu'elle nous paraît un bien misérable cache-sexe pour avancer une idéologie particulière. Idéologie est ici bien entendu dans le sens de système plus ou moins cohérent, et pas forcément conscient, d'idées permettant de poser un regard sur le monde passé, présent et à venir... Pré-tendre être dépourvu d'idéologie pour le monde social est comme prétendre être dépourvu de perception pour le monde physique.

tl;dr

*La brochure *Quelles règles pour les radicaux ? Plongée critique dans « Rules for Radicals » de Saul Alinsky* est disponible sur le site du Poing : www.lepoingpresselibertaire.org

« QUAND ELLE MONTE DES USINES, LA COLÈRE A LA VOIX DES MACHINES »

De mouvement social en blocage, les slogans fusent et se ressemblent parfois trop.

« Macron, démission ! » est rapidement devenu un des principaux slogans des manifestations du mouvement des gilets jaunes. Très médiatisé et chanté jusque dans les cours d'école, ce slogan politiquement assez faible mérite d'être questionné. « Macron démission ! », c'est un peu le « Hollande dégage » cher à l'extrême droite conspirationniste lors du dernier quinquennat, avec une rime et plus de succès. Il peut s'appliquer à n'importe quelle situation - preuve de sa pertinence - et se contente de réduire un

problème d'ordre politique aux actes d'un seul homme. C'est au mieux naïf, et au pire dangereux. Que doit-on espérer du départ de Macron ? Qui devrait le remplacer ? Malgré ses promesses de jours meilleurs, « Macron, démission ! » ne sort pas des cadres politiques habituels et ne fait que détourner l'attention des véritables urgences sociales.

Ce slogan n'est pas le seul à faire parfois grincer nos dents de libertaires. Plusieurs chants parmi les plus utilisés lors des différents mouvements sociaux manquent de contenu ou sont suffisamment vagues pour parler à tout le monde, donc à n'importe qui. Ainsi le cé-

lèbre « Paris, debout, soulève-toi ! » et ses multiples déclinaisons sont suffisamment fumeux pour pouvoir être entonnés n'importe quand, que ce soit lors d'une manifestation syndicale ou d'un défilé fasciste. Certes, ce slogan, comme d'autres, sert parfois à maintenir une cohésion dans les cortèges, notamment face à la répression, ou répond à une situation spécifique (« Libérez nos camarades ! »). On comprend alors que la forme prenne le pas sur le fond. L'usage de slogans de ce type n'est pas problématique en soi, mais à force d'en abuser, on finit par perdre le sens de nos manifestations. Qu'en est-il des appels à la grève générale expropriatrice ? De la cri-

tique du capitalisme ? C'est bien « Mort aux vaches, mort aux lois, vive l'anarchie ! » que l'on fit crier au vieux maréchal des logis à Brive-la-Gaillarde...

Qu'ils soient chantés, criés, écrits sur des banderoles, nos slogans font partie de nos luttes et doivent servir - en plus d'animer les cortèges - à propager nos idées. Méfions-nous de la facilité et soyons créatifs. Nos slogans doivent être révolutionnaires et émancipateurs, à l'image de nos combats.

Borbor

À BAS LES CASSEURS ?

Au sein des mouvements sociaux, des camarades expriment souvent leur volonté d'un mouvement totalement pacifique pour ne pas être « décredibilisé.e.s » par les médias. Ce genre de souhait est le produit de deux discours nuisibles sur les mouvements sociaux : le discours médiatique sur la violence, et son corollaire, le discours militant sur la non-violence.

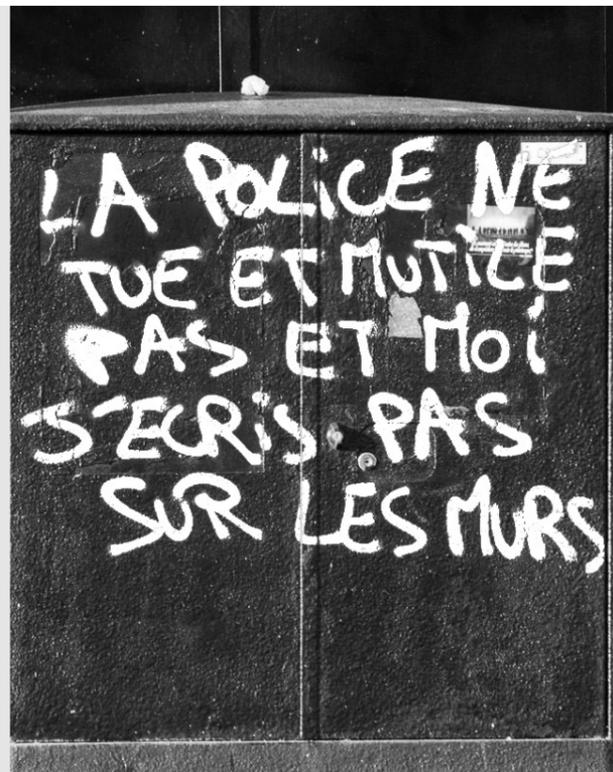
La neutralité politique n'existe pas. Toute représentation du réel est nécessairement orientée par les idées sur lesquelles elle se base. Les médias de masse appartiennent tous à de grand.e.s actionnaires et sont des entreprises, le point de vue qu'ils présentent est donc néolibéral¹. Il en découle logiquement que tout mouvement social tentant de s'opposer à des politiques néolibérales est toujours présenté de manière péjorative par les médias de masse. Ils en arrivent à utiliser des éléments de langage qui déforment notre perception. Le « casseur » est une figure médiatique qui permet de masquer le fond du sujet. Au lieu de parler des revendications réelles de la lutte en cours, l'attention du spectateur ou de la spectatrice est détournée vers un « débat » sur la légitimité ou non de la violence en manifestation. « Débat » avec de gros guillemets, l'issue en étant déjà déterminée par le simple choix du mot péjoratif « casseur ». Cela se base sur une fausse opposition : celle des gentil.le.s militant.e.s politiques et syndicaux.ales contre les méchant.e.s extrémistes. Il y aurait alors des bon.ne.s et des mauvais.e.s manifestant.e.s. Les médias ne parlent pas des raisons qui causent la lutte mais font une leçon de morale.

Cette division purement morale entre « casseurs » et bon.ne.s manifestant.e.s est relayée par un discours déjà présent dans les mouvements sociaux. La dénonciation de la lutte « violente » a un complément, le discours sur la

non-violence. La non-violence n'est qu'une posture morale idéaliste qui considère que l'idée de violence est mauvaise par essence et qui refuse de la reconsidérer. Comme souvent avec les postures morales, la non-violence cultive un idéal de pureté individuelle, elle permet de se déculpabiliser de sa participation à des systèmes de domination. Souvent, les organisations qui cherchent leur propre développement avant la lutte surfent donc sur la popularité de la non-violence. Elles assurent leur publicité par la non-violence, qui révèle ici sa vraie nature. La posture non-violente est un produit politique, une simple marchandise.

Mais qu'est-ce que la violence ? Ces discours marchands ne parlent que de violences physiques sur des bâtiments ou des personnes causées par des manifestant.e.s. Pourquoi ne jamais parler de la violence sociale causée par le capitalisme ? Selon une étude du Conseil Économique et Social, chaque jour, en France, une personne se suicide à cause de ses conditions de travail. La souffrance au travail, le chômage et la misère sont infiniment plus violents que la manifestation la plus sauvage et émeutière. Les manifestations à tendances émeutières ne sont qu'une réaction face à la violence sociale. « Le droit de vivre ne se mendie pas, il se prend »², et l'État et les patrons ne donneront pas la liberté et l'égalité parce que les manifestant.e.s les demandent gentiment. Pour faire céder l'État, il faut renverser le rapport de force qui lui est actuellement favorable. On ne peut contraindre l'État par de simples vœux pieux.

Nous, libertaires, sommes contre toute forme d'autorité notamment au sein des luttes. Une manifestation est une action collective certes, mais chacun.e est libre d'y exercer la violence ou pas selon son ressenti stratégique et son éthique. Nous sommes pour la diversité des tactiques, c'est-à-dire pour la solidarité au sein des



Photographie tirée du blog tumblr « la rue ou rien »

luttes anticapitalistes. Cette solidarité est primordiale pour créer une convergence des luttes, et qui sait, une grève générale !

Millet et Alcibiade

1. S'il existe des différences entre ces médias, tous restent dans le même carcan libéral, tous défendent la croissance, donc la nécessité d'enrichir encore plus les patrons.

2. Citation du cambrioleur anarchiste Alexandre Marius Jacob.

PETITE ANALYSE ANARCHISTE DU RIC

Depuis le mois de novembre et l'émergence du mouvement des gilets jaunes, un bon nombre de personnes demande la reconnaissance légale du référendum d'initiative citoyenne (RIC), voire une inscription de ce principe dans la constitution de notre trop chère « République ».

Sur le fond, l'idée paraît séduisante... Ce dispositif est en effet une recherche de davantage de « démocratie » et serait un outil de réappropriation de la vie politique par le corps citoyen. Son principe est relativement simple : lancer de grands débats sur des sujets précis, organiser dans la foulée de vastes campagnes de pétitions signées par un grand

nombre de citoyens ; et ensuite, si le nombre de signataires est suffisant, déclencher des référendums où la population serait invitée à répondre par oui ou non.

C'est beau comme du Rimbaud !

Ce qui est aussi relativement stimulant, c'est de contourner les instances dites « représentatives » dans un contexte où les hommes et femmes politiques sont de plus en plus discrédités : trahisons fréquentes des grandes promesses de campagne électorale, déconnexion quasi complète des élites politiques vis-à-vis des besoins réels des populations, scandales financiers...

D'ailleurs, il est plutôt drôle de

constater les mouvements de rejet du RIC par les politiciens. Ces derniers ont la trouille de voir leur rôle et leurs belles « carrières » s'envoler comme une nuée de moineaux. Potentiellement : exit les avantages et les sièges douilletts.

Néanmoins, le RIC pose certains gros problèmes de base car son hypothétique mise en œuvre se ferait dans le cadre « républicain ». La grande question concerne le poids qu'il pourrait prendre dans les grandes orientations politiques par rapport aux institutions représentatives existantes. Inutile de préciser que les responsables politiques, bras armé des élites économiques et financières, feront l'union sacrée pour en amoindrir la portée et en vider la substance.

Comme le diable se cache toujours dans les détails, un certain nombre de questions se posent.

Quel serait le nombre requis de signataires pour enclencher la procédure référendaire ? Réunir cinq-cent-mille signatures est plus simple que d'en réunir cinq millions. Quelle serait la durée d'un débat public ? Un temps long serait souhaitable pour permettre une réelle réflexion sans émotion et sans « spectaculaire ». Tous les thèmes pourraient-ils être abordés ? Un RIC sur la sortie immédiate du nucléaire ferait ruer dans les brancards, vu les politiques pro-nucléaires de l'État français depuis les années 1960.

Un autre problème concerne les modalités de débats, et notamment le rôle des médias de masse qui auraient une place prédominante dans la parole publique. C'est quasi mécanique. Le sujet n'est pas de mettre la profession de journaliste à

la poubelle, mais il ne faut pas oublier qu'ils ont des patrons autant dans le public que dans le privé.

Ces médias sont d'une grande utilité pour les classes dirigeantes : ils permettent d'imposer leur domination culturelle pour ancrer les structures capitalistes dans les esprits. Et il faut bien avouer que la fabrique du consentement marche à plein régime en servant aux populations du prêt-à-penser avec un grand renfort d'arguments dénués de critique.

Non, réellement, le RIC n'est pas une solution miracle. L'État et ses sbires ne se laisseront pas déborder. Les anarchistes prônent depuis plus de 150 ans, l'auto-organisation des populations hors des structures étatiques. Les exemples passés et présents le démontrent : l'Espagne libertaire de 1936, les communautés autonomes du Chiapas au Mexique, les ZAD.

Les victoires sont possibles à condition de se dégager des carcans existants...

Sitting Boule



Illustration par Alcibiade

